

**Dossier spécial élaboré en collaboration avec
SOS Faim Luxembourg**

Regard sur le Burkina Faso

Dossier élaboré en
collaboration avec
SOS Faim Luxembourg



Justice fiscale

Pourquoi l'Afrique doit stopper l'hémorragie des ressources financières

Au cours des six dernières décennies, le continent africain est resté largement bénéficiaire de l'aide à la coopération. Ce constat est le résultat de la théorie de modernisation qui a influencé l'agenda de développement postindépendance sur le continent. L'argument sous-jacent était alors qu'il était nécessaire de faciliter la transition des économies africaines traditionnelles vers des économies modernes, à l'image de la trajectoire effectuée par les pays développés.

Michael Otieno

La clé de cette transformation passait par l'injection de l'aide étrangère (financière, technique, expatriés) parmi d'autres interventions. Six décennies après, le continent reste pauvre! Pour l'observateur non attentif, la pauvreté semble une conséquence des défaillances internes perpétuées par la corruption. Cependant, la recherche a montré que les problèmes du continent ne se limitent pas à la corruption. Parmi d'autres, Ndikumana et Boyce en 2008 et

2011 ont mis en évidence le fait que les problèmes de l'Afrique liés aux ressources et aux investissements en capital sont la conséquence de l'architecture financière internationale. Cette dernière favorise la fuite des capitaux et accentue ce que Ndikumana appelle habilement la «dette odieuse». Selon cette idée, la restitution des ressources financières perdues à l'Afrique au cours de cette période serait suffisante pour effacer la dette accumulée.

Global Financial Integrity¹ fournit une preuve supplémentaire dans une étude qui couvre la période entre 2003 et 2012 dans les pays en voie dévelop-

pement (PVD). Selon cette étude, les PVD ont perdu un total de 6.600 milliards de USD en flux financiers illicites. Le Global Financial Integrity définit les flux financiers illicites comme étant des mouvements illégaux d'argent ou de capitaux d'un pays à un autre. Ces flux sont considérés illégaux dès lors qu'ils ont été obtenus, transférés et/ou utilisés de façon illégale. Au cours de la même période (2003-2012) l'Afrique aurait perdu environ 528.9 milliards USD, tandis que l'aide publique au développement (APD) représentait à 809 milliards de USD (GFI, 2014). Le rapport démontre clairement que pour chaque 1 \$ donnée



► La campagne „Stop the bleeding“ met en avant la fuite des capitaux d'Afrique. La perte est estimée à plus de 50 milliards USD par an à cause des flux financiers illicites.

aux pays en voie de développement sous forme d'APD, 10 \$ sont perdus dans les flux financiers illicites.

En 2011, l'Union africaine (UA) a établi le Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites. Le rapport de cette instance et adopté par l'UA au début de 2015 livre clairement l'image d'un continent qui est riche en ressources, mais qui ironiquement souffre d'un déficit de ressources en raison des flux financiers illicites. Le rapport note que le continent africain a perdu au cours des 50 dernières années plus de 1000 milliards de USD et continue à perdre plus de 50 milliards USD annuellement à cause des flux financiers illicites. (Rapport de l'UA/ECA HLP 2015). Le titre de ce dernier « Track it , Stop it and Get It (Suis-le, Arrêtes-le et Obtiens-le) » illustre bien l'esprit de l'agenda de développement pour l'Afrique. Alors que le monde se félicite des objectifs de développement durable (ODD), le rapport insiste sur la création et la rétention de ressources domestiques pour le développement durable du continent, allant à l'encontre des six dernières décennies d'aide. Il identifie trois principales avenues de flux financiers illicites : les activités commerciales comptent pour 65%, les activités criminelles pour 30% et la corruption pour 5%. Il est important de noter que cette dernière constitue le facteur clé qui permet les flux financiers illicites de deux autres. Cependant, le continent doit commencer à se concentrer sur la principale source de ces fuites de ressources financières s'il veut générer, conserver et utiliser ses ressources pour son développement et, plus important, conduire son propre agenda de développement dépourvu de l'aide étrangère. En tout cas après 6 décennies d'aide au développement sans progrès, la pertinence de cette approche mérite d'être questionnée.

Le problème de l'évasion fiscale en Afrique

L'impôt et les recettes nationales constituent les sources de revenus les plus durables pour un pays. Bien que l'évasion fiscale ne soit pas propre à l'Afrique, le continent paie le plus lourd tribut dû notamment à l'évasion fiscale des sociétés multinationales. En effet, il n'est pas nécessaire de chercher plus loin que dans les activités des sociétés multinationales pour comprendre comment le continent pourrait générer ses propres ressources. Il est clair que les 65% identifiés dans le rapport mentionné plus haut représentent le principal défi en ce qui concerne la rétention des ressources. L'évasion fiscale, au-delà de contribuer à l'érosion de l'assiette fiscale africaine, favorise et maintient des structures politiques, juridiques et administratives faibles. La plupart des sociétés multinationales présentes sur le continent tirent ainsi avantage de ce dernier aspect pour maximiser leurs profits, tout en refusant aux pays africains les ressources indispensables pour leur développement. Pire, cette pratique augmente le poids fiscal sur les quelques individus qui paient déjà leur impôt. Par conséquent, il faudra faire en sorte que les sociétés paient leur juste part d'impôts. D'un autre côté, même si l'optimisation fiscale ne constitue pas en soi un acte illégal, elle peut être fortement remise en question d'un point de vue de justice sociale et moral.

Cette optimisation s'opère principalement par la voie de leurs filiales, situées dans des juridictions fiscales à faible taux d'imposition ou dans les paradis fiscaux. Ces juridictions se trouvent pour la plupart dans les pays développés ou alors des territoires contrôlés par ceux-ci. Comme conduits de l'optimisation fiscale, les paradis fiscaux restent des destinations lucratives pour les multinationales, principalement à des fins de transfert de bénéfices. Le continent africain continue à subir d'énormes pertes

de revenus à travers des activités des multinationales. A titre d'exemple, une étude réalisée par ActionAid en 2012 sur les activités de SAB Miller (parmi les plus grands fabricants de bière) établit que le Ghana a perdu plus de 20 millions USD en impôts par année d'activité de cette multinationale. Pendant que SAB Miller déclarait des pertes entre 2007 et 2010 et n'était donc pas imposée, l'étude fournit des preuves que l'entreprise avait au préalable déplacé ses bénéfices vers des paradis fiscaux. Cette évasion s'est principalement concrétisée par le paiement de redevances à sa filiale néerlandaise à Rotterdam, le paiement de frais de gestion à une autre filiale en Suisse et des services financiers d'une dernière filiale située en Île Maurice. Tous ces pays sont connus pour être des juridictions à faible imposition ou des paradis fiscaux avec lesquels l'entreprise avait négocié des arrangements fiscaux avantageux. Par conséquent, ce type d'activités réduit de facto l'assiette fiscale des pays africains et continue à déplacer les capitaux du continent.

Aller de l'avant

L'Afrique doit rendre de telles pratiques coûteuses pour dissuader les entreprises à s'engager dans cette voie. Il est également important de noter que la lutte contre les flux financiers illicites est un effort dans les deux sens qui comprend les pays d'origine et les pays destinataires. Si le continent africain parvient à relever le défi de stopper les flux financiers illicites, tout mène à croire qu'il disposera des ressources suffisantes pour remplacer l'APD comme moteur de son développement. Cette réalité doit trouver une place centrale dans le débat lié aux ODD. ■

Michael Otieno est le président du Tax Justice Network Africa. Texte traduit de l'Anglais par Joaquim Monteiro

1) <http://www.gfintegrity.org>

L'agriculture ou l'exil

Quel avenir pour la jeunesse rurale ?

Les yeux grand ouverts sur le monde, la jeunesse burkinabè, notamment rurale, aspire à une prospérité matérielle et économique que l'agriculture, majoritairement de subsistance, ne peut lui garantir. Ce secteur qui emploie plus de 80% de la population a besoin de se transformer pour offrir de meilleures perspectives à la jeunesse du pays.

Inoussa Maïga

Début avril 2015, alors que j'étais en déplacement en Mauritanie, j'ai croisé six jeunes burkinabè à Nouakchott. Ils y étaient depuis deux à six mois. Ils s'occupaient du nettoyage d'une résidence hôtelière où j'avais déposé bagage pour une semaine. C'est aussi là que les six jeunes squattaient, au pied des escaliers. « Tout ça c'est temporaire. On attend la première occasion pour prendre l'eau », confie Martin. Il s'arrête un instant comme pour reprendre son souffle puis ajoute avec un brin de sourire : « Moi je suis du même village que Zéphirin Diabré, je viens de Gomboussougou ». Puis son visage se referme aussitôt. D'un ton ferme et déterminé, il dit : « Au pays là-bas, il n'y a plus aucun espoir pour nous. La vie est très dure, on est obligé d'aller voir ailleurs. Ce que je veux, c'est aller en Italie ».

A l'instar de Martin et ses cinq compagnons sur le chemin de l'exil vers « l'eldorado européen » au risque de leurs vies, Kouka Sawadogo, 27 ans, a lui aussi abandonné son village Yilou dans le nord du pays. Il vit désormais à Ouagadougou où il multiplie les petits métiers pour assurer sa survie. Dans le quartier Tanghin, Kouka Sawadogo est colleur de pneus de vélo. « Au village, il n'y a rien d'autre à faire que cultiver. Je l'ai fait toute ma vie. On a l'impression que chaque année le travail de la terre devient encore plus dur », confie-t-il. Puis il ajoute : « J'ai essayé l'orpaillage, mais là aussi c'est vraiment une question de chance et tu peux perdre ta vie à tout

moment. Aujourd'hui je suis à Ouaga. Je ne vais pas dire que la vie est facile ici, mais la souffrance au village était pire pour moi », confie-t-il.

L'agriculture perçue comme emploi attractive?

Au Burkina Faso, pays à vocation agropastorale, l'agriculture occupe plus de 80% de la population. Mais de plus en plus, des jeunes ruraux ne perçoivent pas l'agriculture comme une option d'emploi attractive. Résolument orientée vers la subsistance, l'agriculture est perçue par beaucoup comme une activité ingrate dans un contexte climatique de plus en plus difficile. Cette agriculture ne répond plus aux aspirations de bon nombre de jeunes ruraux. Les yeux ouverts sur le monde, ils aspirent à une indépendance matérielle et financière que l'agriculture de subsistance ne peut leur offrir. En milieu rural, de plus en plus de jeunes issus de familles nombreuses manquent de terres et sont réduits à servir de main-d'œuvre dans des champs familiaux. Certains jeunes dans cette situation choisissent très vite le chemin de l'exode vers les grandes villes ou carrément l'exil vers l'Europe.

Cette jeunesse rurale burkinabè a aujourd'hui besoin de plus que l'agriculture de subsistance. « Ce dont je suis convaincu, c'est que si c'est pour faire la même chose que ce que nos parents ont fait, les jeunes n'iront pas à l'agriculture. Les jeunes ont besoin d'autres choses. C'est pourquoi il faut aujourd'hui accepter que le monde a changé et que les jeunes ont besoin d'aller vers l'entrepreneuriat. Il faudrait qu'on crée les conditions pour que

l'agriculture devienne vraiment un business pour les jeunes », déclare Souleymane Ouédraogo, chercheur et ancien directeur général de la promotion de l'économie rurale au ministère en charge de l'agriculture. Pour lui, l'agriculture doit être du ressort de tous les burkinabè afin que l'on trouve des solutions aux nombreux facteurs qui font que les jeunes s'intéressent de moins en moins à ce secteur. « Le système éducatif au Burkina Faso est fait de telle sorte que de nombreuses personnes sont tournées vers la bureaucratie après leurs études. L'agriculture est bien des fois le dernier espoir. C'est après avoir tenté vainement sa chance ailleurs que l'on se tourne vers elle. On se dit que c'est accessible à tous et qu'on n'a pas besoin de connaissances spéciales dans un domaine particulier pour la pratiquer. Ce qui n'est pas vrai du tout. Il convient de travailler à revaloriser le secteur agricole », dit-il. Le chercheur propose notamment la création de fermes pilotes et de lycées agricoles pour favoriser une meilleure formation des jeunes. « Il convient de donner à la jeunesse les moyens de s'intéresser à l'agriculture. Les autorités de ce pays doivent dès lors comprendre que l'agriculture est le moteur de la croissance économique et du développement de notre pays », avance-t-il.

Mieux former et mieux outiller la jeunesse rurale

Paul Taryam Ilboudo, éducateur à la retraite, aujourd'hui Président Directeur Général de la Société Agropastorale et de Services (SAPAS) rêve d'une jeunesse rurale mieux formée et mieux outillée. « Je vois une Afrique de l'Ouest, un

Burkina où des paysans formés, qualifiés, équipés ont des portions de terre et produisent sur le plan familial, avec des rendements importants qui vont servir à sécuriser l'alimentation de tout le monde. Ces paysans doivent avoir des appuis au niveau de la commercialisation et aussi des intrants et de la politique des prix. Je vois mon pays rayonner par des jeunes qui produisent et alimentent le pays », confie-t-il. Un rêve qu'il traduit en action à travers la création en 2011 d'un centre de formation de jeunes entrepreneurs agropastoraux dans sa ferme située à Loumbila à une vingtaine de kilomètres de Ouagadougou. La formation dénommée « Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) en agronomie/ option fermier agricole » s'étale sur trois ans. Elle s'adresse aux jeunes ruraux désireux d'entreprendre dans le domaine de l'agropastoralisme. Le centre ambitionne d'offrir aux apprenants des connaissances et

aptitudes professionnelles en agropastoralisme et en gestion de sorte qu'ils puissent s'installer à leur propre compte. « L'agriculture est un métier et du présent, et du futur. Si les jeunes paysans arrivent à produire, à se suffire, à avoir un surplus à commercialiser, ils vont améliorer leur condition de vie et ce sera profitable à tout le monde », déclare non sans conviction le PDG de SAPAS. « Il faut aussi transformer les mentalités car ce n'est pas le riz venu de l'extérieur qui est nécessairement bon. Souvent se sont des riz vieux de 5 à 10 ans avec des produits chimiques de conservation. Produisons donc ce que nous voulons manger, et mangeons ce que nous produisons. Cela va encourager les producteurs et la qualité va s'améliorer », ajoute-il.

Faire de l'agriculture un business qui permet à la fois de satisfaire les besoins alimentaires et socioéconomiques, c'est le pari réussi par Marcel

Ouédraogo. Titulaire d'un baccalauréat, Marcel Ouédraogo s'est installé avec sa famille depuis 1993 à Makognadougou, un village situé à une quarantaine de kilomètres de Bobo-Dioulasso, dans l'Ouest du Burkina Faso. Dans sa ferme d'une dizaine d'hectares, Marcel conjugue avec succès production céréalière et semencières, maraichage et culture en pépinière de plants de Baobab qu'il revend. Marcel Ouédraogo, qui a choisi de ne pas aller à l'université alors qu'il en avait la possibilité, assure ne pas regretter son choix. En véritable entrepreneur agricole, il se rend au moins une fois par semaine à Bobo-Dioulasso où il propose ses légumes à des supersmarchés. Bon an mal an, l'homme s'en tire à bon compte.

Valoriser les savoirs locaux

Mais entreprendre dans l'agriculture, ce n'est pas seulement avoir un champ



Photo: ASTM

► Beaucoup de jeunes préfèrent chercher un travail en ville

Lettre ouverte

et cultiver, fait comprendre Yennenga Jocelyne Kompaoré, jeune cheffe d'entreprise. « On peut peut-être aller à l'agriculture dans d'autres domaines. J'ai fini mes études en 2000 et j'ai eu la chance de faire une première expérience en milieu rural et j'ai été inspirée par des leaders paysans qui m'ont donnée envie de travailler à leur côté, de mettre ma connaissance au service de l'agriculture », explique-t-elle. Elle poursuit : « C'est ainsi que depuis 2006, j'ai créé un atelier qui se spécialise dans la gestion des connaissances. L'atelier s'appelle Performances et est basé à Ouagadougou. Je me suis donnée pour vocation, de valoriser les savoirs locaux ». Pour Yennenga Jocelyne Kompaoré, tout burkinabè doit pouvoir mettre ses connaissances et expériences au service du monde agricole. « La connaissance qu'on nous apprend à l'école, à l'université, on doit pouvoir la mettre aussi au service de l'agriculture. Et si on a des gens qui sont sensibles à cette cause-là et qui se dévouent dans tous les secteurs, je pense qu'on peut contribuer même en n'étant pas au champ, même en ne cultivant pas. », dit-elle.

L'agriculture burkinabè a plus que jamais besoin de se transformer afin d'offrir de meilleures perspectives à une jeunesse qui représente plus de 70% de la population et qui est de plus en plus confrontée au chômage et au sous-emploi. Cela passe aussi par la réduction de l'écart de développement entre les villes et les campagnes pour améliorer les conditions de vie des populations rurales. ■

Inoussa Maïga est journaliste et consultant médias spécialisé en agriculture et développement rural en Afrique de l'Ouest.

Arrangement pour la Pauvreté Economique (APE) des Paysans

Messieurs les Présidents,

Un adage nous enseigne que : « si nous nous ne nous occupons pas de nous-mêmes, d'autres viendront le faire comme bon leur semblera ! ».

La CEDEAO regroupe 15 pays et a un PIB de 675 milliards de dollars en 2013. Elle compte 300 millions d'habitants en 2014 et selon les prévisions, 425 millions en 2030. Elle fait 5 millions de km². Elle est la 1^{ère} productrice mondiale de cacao. Elle est une grande productrice de bananes, d'ananas, de gomme arabique, de noix de cajou, d'huile de palme, de céréales, arachide, et bien nantie en produits d'élevage et de pêche, etc. A cela s'ajoute, les grandes richesses minières, forestières et les grands fleuves. Le processus d'intégration a commencé il y'a 35 ans. La population ouest-africaine était estimée alors à 109 millions dont 65% de jeunes. Ceux qui avaient entre 20 et 35 ans à l'époque ont aujourd'hui entre 55 et 70 ans et ils sont toujours en attente de sursauts permettant d'améliorer leurs conditions de vie.

Pourquoi et comment cette région est, et continue d'être victime, de la coopération internationale ?

Est-ce lié au fait que : (i) nous avons été colonisés ; (ii) nous n'avons pas de secteur privé suffisamment consolidé ni d'industries ; (iii) nos monnaies ne nous appartiennent pas ; (iv) nous sommes pauvres ; (v) le discours d'intégration reste théorique à côté des pratiques nationalistes avec une multiplicité de systèmes d'éducation, de santé, d'administration, et de langues officielles ?

Comment expliquer aux paysans de l'Afrique de l'Ouest, eux qui ont été invités dans une méthodologie participative à élaborer les deux politiques agricoles de notre région (PAU et ECOWAP) qui ont mis l'accent sur la réappropriation de notre alimentation, de nos marchés et de notre sécurité et souveraineté alimentaires. Ces politiques qui ont demandé aux paysans de s'engager dans la transformation maîtrisée de leurs systèmes de production...

Comment les convaincre que la compétition avec les produits agricoles de l'Union Européenne va faire leur bonheur en mettant entre parenthèse l'application de ces politiques agricoles ?

Après plusieurs accords et conventions, ceux de Yaoundé et Lomé, celle de Cotonou en 2000 se compose de deux chapitres : (i) «le Fonds Européen de Développement – FED» avec moins de 30 milliards d'euros pour les 77 pays sur 20 ans ; (ii) la négociation pour l'ouverture du marché dénommé «Accords de Partenariat Economique – APE». Les américains en son temps avaient été plus courageux en disant «Trade, Not Aid». Notons sur le FED (9^{ème}, 10^{ème} ou 11^{ème}) que sa dotation par habitant et par an a toujours été d'environ 4 euros !

Les ACP, et en tête la CEDEAO, ont préféré le FED au développement de leurs pays. Initialement prévue pour 2007, la signature vient de se faire. Nos chefs d'Etat nous ont dit à Dakar « une négociation a une limite » !

L'Union Européenne nous a signifié cette limite : « il n'y aura pas de fonds FED si on ne signe pas les APE ».

« Ventre affamé n'a point d'oreilles ! »

Dans toutes nos interpellations, on nous dit que toutes les dispositions sont prises pour un contrôle strict et des normes de rétrocession en cas de besoin... en somme, utiliser les miettes de la signature pour développer nos pays

Qu'en est-il de notre lutte à l'OMC pour notre coton ?

A notre humble avis, on s'attendait à ce que la CEDEAO cède et signe eu égard au contexte sociopolitique difficile (la guerre civile dans le Sahel, la crise politique en Côte d'Ivoire, les dernières élections au Ghana, Boko Haram au Nigéria, Ebola,...) mais aussi à la pression de l'Europe sur les Etats. Ceci malgré le fait que la raison juridique de l'engagement à l'OMC qui était à l'origine de la légitimité des négociations des APE a pris du plomb dans l'aile :

- Le Doha Round processus de correction des contradictions dans les négociations sur l'agriculture a été bloqué par le veto USA-Europe ;

- Ces mêmes puissances se sont engagées dans des négociations commerciales bilatérales.

L'Europe a bien profité de son amitié avec nos régimes pour nous mettre la pression au moment où la stabilité base de développement est menacée. C'est ça «le partenariat aussi» ? Profiter des faiblesses de ses partenaires pour avancer des pions ? ... Bravo !

Dans notre région, les peuples sont habitués à des décisions prises sans qu'ils ne comprennent jamais le pourquoi ! Comme le suicide collectif n'est ni permis, ni accepté, à ce jour de la signature des APE, je voudrais tout simplement partager avec vous les responsabilités, notre désapprobation. Je constate qu'à partir de 2015, nous retournons

à «la CEDEAO des Chefs d'Etat», après avoir créé «la CEDEAO des Etats» et espéré «la CEDEAO des peuples» !

Les peuples prendront acte comme ils ont pris acte plusieurs fois au gré des consensus et des politiques contre leurs intérêts. J'espère que les hommes et les femmes particulièrement les paysans, les paysannes et les militants de l'intégration pour un avenir radieux dans notre région, continueront de résister parce que, dans une partie de l'Afrique, et avec toute l'Afrique, l'apartheid a été vaincu.

C'est cet espoir qui nous fait croire que l'histoire jugera ! Je vous souhaite une bonne fin d'année dans la préparation d'un PASA continu et encadré ! ■

Lettre adressée par Mamadou Cissokho, paysan de base du Sénégal et Président d'honneur du ROPPA aux Présidents de la CEDEAO et de l'UEMOA.



Photo: ASTM

► La concurrence des produits agricoles importés, introduits par des grands moyens publicitaires, n'est pas sans conséquences.

Burkina Faso

Le développement agricole par le secteur privé ?

Faisant face à de nombreuses difficultés à soutenir le développement d'un monde agricole qu'il juge pléthorique, l'Etat burkinabè veut attirer des investissements privés, notamment internationaux en multipliant des politiques, réformes et exonérations fiscales.

Inoussa Maïga

Au Burkina Faso, le secteur agricole occupe plus de 80% des 17 millions d'habitants. Une agriculture essentiellement de type familiale qui, aujourd'hui, est à bout de souffle du fait de nombreuses contraintes : insécurité foncière, manque d'encadrement, difficultés à mobiliser des ressources pour des investissements dans la modernisation des exploitations, difficultés d'accès à des marchés porteurs, faible taux de transformation des produits agricoles locaux, etc. L'une des principales actions de l'Etat en direction du monde agricole est la distribution d'intrants subventionnés (engrais et semences améliorées produites localement). Cette action a commencée en 2009 à la suite de l'éclatement de la crise alimentaire. Mais cette subvention des intrants couvre à peine le tiers des besoins. De nombreux producteurs demeurent ainsi sans aucun appui. « Etant donné que ces producteurs représentent 80% de la population globale, c'est très difficile de les accompagner tous. Ce n'est pas comme dans les pays développés où c'est 3, 5 ou maximum 10% de la population qui est agricole. Donc si c'est une minorité qui est agricole, c'est facile de les accompagner en termes de subvention. Mais chez nous, demander à l'Etat de subventionner les 80% d'agriculteurs de la population, c'est extrêmement compliqué. Le budget va exploser. On ne pourra véritablement pas le faire », déclare Tasséré Bouda.

Agrobusiness : solution de facilité ?

Reconnaissant son incapacité à soutenir le développement d'un monde agricole, l'Etat burkinabè veut attirer des investissements privés en multipliant des politiques, réformes et exonérations fiscales. A Bagré, dans le centre-est du pays où se trouve l'un des plus importants barrages du pays, l'Etat a entrepris l'aménagement de 50.000 hectares à mettre à la disposition du secteur privé. A Samendéni, dans l'Ouest, un barrage hydroélectrique avec la création d'un lac artificiel de 150m2 est en construction et verra à terme l'aménagement d'une zone d'irrigation de 21.000 hectares. Pour ce faire, 12.000 hectares ont été déboisés et plus de 8500 ménages déplacés.

Parallèlement, le pays est parmi les premiers à adhérer à la Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (NASAN). Un engagement conjoint entre les pays du G8, des pays partenaires africains et le secteur privé « pour une croissance agricole inclusive et durable », explique Pascal Ilboudo, secrétaire permanent de la coordination des politiques sectorielles agricoles (SP/CPSA). L'initiative a été officiellement lancée au Burkina Faso en février 2013. « Le Burkina a pris l'engagement de mettre en œuvre des politiques, des réformes et d'allouer des ressources financières pour permettre d'accroître les investissements privés dans l'agriculture et la nutrition en vue de stimuler une croissance économique de grande envergure », ajoute M. Ilboudo. En contrepartie « les pays du G8 s'engagent à aligner leurs financements sur les programmes nationaux d'investissement dans le secteur agricole. Le secteur privé accepte de signer



Photo: ASTM

► Le soutien au grand nombre de petits producteurs reste difficile

des lettres d'intention détaillant leurs plans d'investissement pluriannuel dans le secteur agricole », fait comprendre M. Ilboudo.

Beaucoup de bruit pour peu de choses ?

Nombre d'acteurs et d'observateurs voient d'un mauvais œil ces appels du pied aux entreprises privées dans l'agriculture. Bala Wenceslas Sanou, consultant indépendant, a suivi la mise en œuvre de la NASAN au Burkina Faso pendant un an et demi pour le compte de l'ONG Oxfam explique : « C'est une dynamique qui a été élaborée en se focalisant sur quelque chose qu'on voulait novateur en termes de mobilisation des fonds privés, dans le cadre de l'investissement au niveau agricole.

Entre les intentions de mobilisation des fonds privés et ce qui a commencé à se mettre en place, je ne vois pas concrètement combien de francs on a pu mobiliser. Les investisseurs internationaux n'ont jamais pu être mobilisés. Ils sont restés dans les lettres d'intention ».

La dizaine d'entreprises privées nationales engagées dans l'accord d'intention de la NASAN ne fait pas mieux. « Les entreprises nationales ont élaboré des business-plans, mais ils avaient des attentes qui ne cadraient pas en réalité avec la philosophie de la NASAN. Ils croyaient qu'ils allaient avoir des financements à des taux intéressants et l'Etat croyait aussi à travers la NASAN mobiliser des nouveaux fonds. Mais finalement, en réalité, il n'y a pas grand-chose qui a pu être fait », ajoute-il.

« Au départ on a dit qu'on veut construire un magasin et les coûts s'élevaient à 15 millions. Les gens du ministère de l'agriculture ont dit qu'ils ne peuvent pas nous soutenir parce que ce qu'on prévoit comme investissement est trop faible et qu'il fallait voir très large. On a repris notre projet et on fait un programme global de financement qu'on a évalué à plus d'un milliard. Jusqu'à ce jour on a rien reçu comme financement », témoigne Mariam Nana, la présidente de l'Union des étuveuses de riz de Bagré. Elle ajoute : « On dispose de 100 ha, mais on n'arrive pas à trouver des financements pour aménager. Les banques exigent des garanties qu'on ne possède pas ».

A qui profite la NASAN ?

Dans cette nouvelle alliance, les grands oubliés restent les millions d'agriculteurs familiaux selon Saïdou Koudougou, secrétaire exécutif du Groupe de recherche et d'action sur le foncier (GRAF). « La NASAN profite surtout aux entreprises internationales. Quand nous regardons les engagements que l'Etat burkinabè a pris pour favoriser l'implantation des entreprises étrangères, notamment des exonérations qui concernent aussi bien l'implantation

que la période d'exploitation, nous pouvons dire que l'Etat burkinabè ne gagne pratiquement rien », soutient-il. Un point de vue que partage Bala Wenceslas Sanou. « L'environnement dans lequel intervient la NASAN comporte un certain nombre de risques. C'est un risque d'ouvrir les frontières, de faciliter l'installation des firmes internationales sans en contrepartie définir les mesures qui vont garantir à l'Etat un certain retour sur l'investissement ou en tout cas pour le fait d'avoir favorisé cet environnement », laisse entendre le consultant. Cette situation exige des précautions. « La première précaution et peut-être la plus importante, c'est de veiller à ce que les exploitations familiales soient le plus sécurisées possibles.

A cause des exonérations promises pour l'implantation et l'exploitation, nous pouvons dire que l'Etat burkinabè ne gagne pratiquement rien

Le Burkina Faso connaît une situation foncière déjà critique avec des problèmes liés à l'agrobusiness. L'implantation des entreprises étrangères dans le cadre de la NASAN risque d'aggraver la situation foncière », déclare Seydou Koudougou.

Les vrais champions sont ailleurs

Pendant que l'Etat multiplie ses politiques et réformes pour attirer des investissements privés dans l'agriculture, les agriculteurs familiaux continuent à fournir au pays une bonne partie de sa nourriture. Une catégorie d'agriculteurs familiaux montre beaucoup plus de dynamisme et d'efficacité dans la modernisation agricole. On les appelle les grands producteurs familiaux. Il s'agit pour la plupart de petits agriculteurs qui ont su faire grandir raisonnablement leurs exploitations au fil des ans. Parmi eux, Siriki Ouattara, installé dans l'Ouest du Burkina Faso. Âgé d'une quarantaine d'années, Monsieur Ouattara exploite avec sa famille une centaine d'hectares.

A ces débuts en 2002, l'agriculteur n'exploitait que deux hectares.

Dans son exploitation, Siriki Ouattara conjugue avec succès production vivrière (céréales et tubercules), production semencière, maraichage et élevage de bétail et de petits ruminants (moutons et chèvres). Grâce à ces revenus, M. Ouattara a pu construire deux magasins d'une capacité de stockage d'environ 200 tonnes. L'agriculteur a pu aussi de se doter d'un tracteur. Tout cela sur fond propre. Pourtant l'Etat a créé depuis 2007 un Fonds de l'eau et de l'équipement rural (FEER) qui a pour mission de faciliter la modernisation des équipements agricoles. Siriki Ouattara y a cru, pendant un temps. Aujourd'hui, il se remémore les difficultés rencontrées

pour avoir son tracteur. « Quand j'ai appris que l'Etat accordait des tracteurs subventionnés aux entrepreneurs agricoles, je me suis inscrit plusieurs fois. Mais je n'ai jamais eu gain de cause. A chaque fois on constate que ce sont les grands du pays qui se partagent cela entre eux. Ça ne nous atteint jamais. C'est finalement un tracteur de seconde main que j'ai pu acheter avec un commençant. Dieu merci depuis que je l'ai, il n'est jamais tombé en panne », confie-t-il. Siriki Ouattara dispose aussi de boeufs de trait qu'il prête volontiers à ses voisins moins nantis. Il emploie aussi régulièrement des travailleurs saisonniers locaux pour les semis et les récoltes. Des agriculteurs comme Siriki Ouattara, il en existe des centaines au Burkina Faso, qui ne demandent qu'à être soutenu un peu plus pour capitaliser pleinement sur leur potentiel. ■

Inoussa Maïga est journaliste spécialisé en agriculture et développement rural

Nouveau partenaire commun ASTM-SOS Faim

Création d'emplois par la transformation locale

L'amélioration de la souveraineté alimentaire et de l'augmentation des revenus des populations rurales nécessite plusieurs axes de travail, comme le droit de protection du marché alimentaire par des taxes d'importation, une augmentation et une diversification de la production agricole, une production plus durable en réduisant les apports chimiques, mais aussi la promotion de la consommation des produits locaux. La concurrence des produits importés est lourde, surtout dans la capitale où une grande partie des produits alimentaires consommée vient d'Europe, d'Asie ou de l'Amérique. Dans un pays, où deux tiers de la population vit de l'agriculture, il est nécessaire d'augmenter l'offre des produits alimentaires transformés localement et d'agrandir la part du marché des produits locaux.

Charles Schiltz

Dans ce contexte, une des filières la plus prometteuse est le manioc. Le manioc est un tubercule assez répandu en Afrique de l'Ouest, qui nécessite de relativement peu de fertilisants, de pesticides et d'entretien. A cause de son apport de calories et de revenus additionnels provenant des racines et des feuilles, l'importance du manioc dans la lutte contre l'insécurité alimentaire ne cesse d'augmenter.

Le tubercule lui-même, à l'image de la pomme de terre, peut être transformé et donc consommé de plusieurs formes

différentes. A titre d'exemple, un met qui gagne en popularité au Burkina est l'attiéké, Comparable au couscous de blé, l'attiéké est toutefois légèrement acide. Pour ce type de consommation, une double transformation est nécessaire : du manioc en pâte de manioc et ensuite la transformation de la pâte en graines fines.

C'est dans ce domaine que le Groupement de Transformation des Produits Agricoles (GTPA) Wendkuuni, nouveau partenaire commun de l'ASTM et d'SOS Faim, s'engage. Ces activités s'intègrent bien dans une approche de souveraineté alimentaire et de renforcement du monde paysan : le groupement travaille dans la transformation de manioc en

Attiéké pour le commercialiser à Ouagadougou.

Le groupement compte une trentaine de membres, toutes des femmes actives dans la préparation et la vente de l'attiéké et en partie dans d'autres produits agricoles transformés. Il détient une unité de préparation d'attiéké (transformation de la pâte en graines) dans le quartier « Zone 1 » de la ville de Ouagadougou. Une partie de la pâte de manioc est produite également par le GTPA dans un village en dehors de Ouagadougou. Comme la production de pâte est actuellement encore peu volumineuse, une autre partie provient de Côte d'Ivoire.

Leur clientèle est constituée d'individus privés, comme par exemple



Photo: ASTM

► La première étape de transformation se fait au village



► L'atiéké étalé pour sécher

des employés de bureaux qui se laissent livrer la commande au bureau, mais aussi d'institutions comme les cantines de deux facultés d'universités qui commandent régulièrement en gros.

Le fait que des grandes cantines universitaires s'approvisionnent auprès du GTPA en renforçant ainsi le marché local et contribuant à la création d'emplois peut être considérée comme une première grande réussite de l'action.

Le GTPA a démarré ses activités exclusivement sur ses fonds propres. Au cours de des quatre dernières années, le chiffre d'affaire a connu une nette évolution et est passé de 7.000 euro en 2010 à 21.000 euro en 2013, soit 3 fois plus en trois ans. En 2014, afin de pouvoir mieux aménager le site de production et pour faire face à la production croissante, le groupement a demandé et obtenu un crédit de 24.300 euro.

Sur la même période, la structure interne de l'organisation a moins évolué que le bilan financier. Le groupement continue jusqu'à présent à fonctionner de manière plutôt informelle, ce qui n'est pas si étonnant puisque nombre d'activités économiques en Afrique demeurent dans le secteur informel. Cependant, les membres démontrent une volonté et une ouverture d'esprit au changement, à l'évolution et au dévelop-

pement de leurs activités.

C'est sur base de ce constat, que le consortium ASTM-SOS FAIM apporte son soutien, en particulier dans le domaine développement organisationnel. Dans un premier temps, un diagnostic détaillé participatif du fonctionnement de la structure a été élaboré pour ensuite jeter les bases d'un nouveau plan de développement sur les cinq prochaines années.

Le diagnostic a relevé des atouts très encourageants comme l'entente entre les membres, l'engagement des membres dans l'activité de production et de vente d'attiéké ou la qualité des dirigeantes. Le contexte peut être considéré assez favorable également. Les politiques nationales essaient de favoriser la transformation des produits et les activités économiques des femmes. Cependant, certains défis restent à résoudre. La faible organisation, l'insuffisance de l'équipement de travail et la petite taille du site de production peuvent limiter les résultats escomptés. L'ambition actuelle des membres est que le groupement évolue vers une coopérative plus structurée et fonctionnelle qui puisse répondre à l'ensemble des attentes des membres. 4 axes prioritaires ont été dégagés :

1. L'amélioration des capacités organisationnelles pour faire de GTPA une

Zoom

ASTM et SOS Faim en consortium

ASTM et SOS Faim sont en consortium pour la gestion de leurs partenariats en Afrique déjà pour un troisième accord-cadre de suite. Un élément important pour créer des synergies, des apprentissages et des renforcements de capacités mutuels sont des partenaires communs.

Les actions communes permettent des échanges de fond thématiques entre les deux organisations, qui vont bien au-delà des questions de gestion. Après une première action commune, le volet des Mutualités de Solidarités (MUSO) de l'UBTEC, un deuxième partenariat commun a commencé au cours de l'année. Il s'agit d'une organisation toute jeune, le Groupement de Transformation des Produits Agricoles Wendkuuni « GTPA Wendkuuni ».

coopérative fonctionnelle répondant aux principales dispositions légales et réglementaires aussi bien au niveau régional qu'international (OHADA) ;

2. L'établissement d'un cadre de travail avec un niveau d'équipement et de matériel permettant une production qualitativement et quantitativement suffisante ;

3. L'assurance d'un niveau de qualité élevé des services et produits de GTPA depuis la matière première aux produits finis ;

4. La mise en œuvre de mécanismes/stratégies de mobilisation de ressources avec une visée sur l'autonomie financière du groupement.

Dans une deuxième phase à partir de l'année prochaine, la mise en œuvre du plan de développement débutera. ■

Charles Schiltz est membre de l'ASTM

Entretien avec Germain Ouedragop, directeur d'ARCAN

Le rôle de l'éducation populaire au Burkina Faso

■ *L'année 2015 a vu un phénomène rare dans les Etats africains : un soulèvement populaire a permis de faire échouer un coup d'Etat. Qu'est-ce qui, selon vous, a permis cette mobilisation et ce succès populaire?*

L'insurrection populaire contre l'ancien régime en 2014 a démontré que la population a soif de démocratie, ce qui a été une nouvelle fois démontré lorsqu'un deuxième mouvement populaire a de nouveau éclaté suite au coup d'Etat de 2015. Nous avons été témoins au Burkina Faso d'une mobilisation citoyenne historique ! A mon sens, ce refus populaire provient de certaines frustrations que le peuple accumule depuis de nombreuses années : déni de démocratie, mauvaise gouvernance, inégalités, pauvreté, mauvaise répartition des richesses, etc. Parallèlement, de nombreux acteurs de la société civile travaillent depuis longtemps en faveur de l'éveil de la conscience collective. Ces activités de sensibilisation ont beaucoup contribué à la prise de conscience du peuple des problèmes du pays et de la nécessité de prendre en main son propre développement. Le peuple a atteint un niveau de maturité que beaucoup d'acteurs n'avaient pas envisagé. Comment imaginer qu'un peuple aussi analphabète puisse avoir un tel niveau de maturité ? Et pourtant, aujourd'hui, le peuple burkinabé a soif de démocratie.

■ *La mobilisation populaire a-t-elle également atteint les régions rurales comme la vôtre, au nord du pays? Avez-vous personnellement, ou dans le cadre de vos activités avec Arcan, joué un rôle?*

La mobilisation populaire a touché l'entièreté du territoire, que ce soit en zone urbaine ou en zone rurale reculée. Le

peuple est sorti massivement ! Le peuple a manifesté ensemble, quel que soient sa classe sociale, sa langue, sa religion, sa profession, son niveau d'éducation... Pour notre troupe Arcan, il était important de prendre une part active dans cette résistance contre le coup d'Etat. Nous avons déjà travaillé en amont, de manière active, à la conscientisation de la population. Cette conscientisation a permis de faire émerger la frustration du peuple et d'inciter celui-ci à se mobiliser. Dès la prise d'otage du pouvoir exécutif de transition le 16 septembre 2015, nous avons réuni les syndicats et les partis politiques pour organiser la mobilisation citoyenne dans notre région. Nous avons commencé la préparation de la mobilisation avant même que les militaires déclarent le coup d'Etat.

■ *Et en amont, de quelle manière avez-vous joué un rôle dans la conscientisation de la population ?*

Notre objectif est d'éveiller la conscience populaire à travers la culture au service du développement. La technique que nous utilisons en grande partie est le théâtre forum qui nous permet de sensibiliser le peuple à différentes thématiques. Nous travaillons donc sur des aspects liés à la gouvernance locale mais également à la participation citoyenne. On oublie souvent que les gouvernements ne sont que les représentants du peuple dont la mission principale est de gérer les affaires publiques. Il est donc légitime que la population demande aux gouvernements de rendre des comptes sur sa manière de gérer les biens publics. Nous faisons ce travail de sensibilisation à travers le théâtre forum depuis de nombreuses années. Plus récemment, nous avons utilisé également les graffitis pour interpeller le peuple sur la nécessité d'une gouvernance locale

Zoom

ARCAN et le théâtre populaire

L'Agence pour la Relance Culturelle et Artistique dans le Nord (Arcan) est une association burkinabé créée en 1995. Cette association a comme vocation l'utilisation des arts du spectacle et plus particulièrement le théâtre, la danse et la musique à des fins sociales.

L'usage de la culture comme moyen de sensibilisation au service du développement est une pratique courante au Burkina Faso. La méthode de sensibilisation utilisée par la troupe est le théâtre-action (ou encore appelé le théâtre Forum). Elle perçoit le théâtre comme un miroir de la société. Cette perception permet ainsi d'avoir un œil critique sur la société et ainsi d'en détecter les forces et les faiblesses. Ce type de théâtre constitue donc un plateau de discussion pour la population.

C'est ainsi qu'au Burkina Faso la troupe oscille de village en village. Elle s'installe généralement sur la place centrale et lance son spectacle en langue locale qui traite de thématiques très diverses (la microfinance, la santé, la consommation alimentaire, etc.). Chez tout africain qui se respecte, la musique fait partie intégrante du spectacle. On y retrouve donc des comédiens et des musiciens : un vrai mélange de bonheur sur scène !

Editeur
Action Solidarité Tiers Monde
www.astm.lu

Reproduction/Nachdruck

La reproduction des articles est autorisée à condition que la source soit mentionnée.

Réalisé grâce à un appui financier de la Coopération luxembourgeoise.
Les opinions représentées dans la présente publication n'engagent que leurs auteurs.